

920

Volume 58

DU QUARTIER LATIN,

8 MARS 1976 No. 23

L'AGRESSION DE L'U. DE M. CONTRE LES TRAVAILLEURS



Les "Bouncers" REVIENNENT SUR LE CAMPUS

Répression sur le campus	PP. 6-7
Angola	P.8
Dossier Alimentation.....	PP. 9-10
Services-campus	P. 12



L'incola

TEQUILA SAUZA

Margarita SAUZA

1 1/2 oz de TEQUILA SAUZA
 1/2 oz de Triple Sec
 1 oz de jus de lime ou de citron
 Ajouter des glaçons concassés et agiter le tout. Humecter le pourtour du verre avec l'écorce du citron ou de la lime et enrober de sel. Siroter votre Margarita SAUZA, effleurant de vos lèvres la bordure salée.



TEQUILA SAUZA
NUMERO UNO
 au Canada y Mexico.

TEQUILA SAUZA
 avec jus de tomate, c'est le **Bloody Maria** Sauza qui épate.

avec jus d'orange, c'est le **Screwdriver** Sauza qui enchante.
TEQUILA SAUZA

TEQUILA SAUZA
 avec sel et citron, c'est l'**explosion**.
 !Olé nombre!

TEQUILA SAUZA
 Tu fais un bon "drink". Tu fais un bon "party". Tu es "el numero uno"



Volume 58

Vol. 58 du Quartier Latin, NO. 23, 8 mars 1976. Les nouveaux collaborateurs sont les bienvenus au Volume 58. Les réunions de préparation ont lieu le jeudi à 18h. au 6ième étage du Centre Communautaire [C-6526]. La discussion des textes à paraître a lieu le mercredi à 18h. au 4023 du Pavillon des Sciences Sociales. Nous lançons une invitation spéciale aux gens de l'UQAM intéressés à venir travailler avec nous. Les photos qui paraissent dans le journal sont prises avec une caméra OLYMPUS-OM-1 qu'on peut se procurer aux magasins de Services-Campus.

COORDINATION
 TECHNIQUE
 Maryse Turcotte
 André Lemire

COLLABORATEURS
 Pierre Paquette
 Diane Bélanger
 Alexandra Hobden
 Viateur Boutot
 Michel Desmarais
 Pierre Duhamel
 Claude Péclot
 Christian Hobden

Impression
 Payette et Simms Inc.

Dépôt légal
 BIBLIOTHEQUE NATIONALE.

Composition et montage
 SST Typesetting



Richard Doyle
 Biologie

on est 6 millions
 de presque parents,

faut se parler.



BRASSÉE AU QUÉBEC PAR LA BRASSERIE **Labatt** LIMITÉE—Y'A RIEN QUI LABATT

PRESENTATION DU FILM

"NOUS LUTTONS POUR NOTRE VIE"

MERCREDI LE 10 MARS 1976

AU 4335 DU PAVILLON DES SC. SOC.

Voici ce qu'écrivait le critique du Hollywood Reporter au sujet du film, le 7 avril 1975:

"Les Travailleurs Agricoles Unis de César Chavez rendent compte au public de leur lutte ininterrompue dans ce documentaire puissant et convaincant, réalisé par le cinéaste Glen Percy pour apporter des fonds à ce syndicat. Comme pour "Hearts and Minds", qui a reçu l'Oscar réservé au meilleur documentaire de 1974, on a réussi à situer dans sa perspective histori-

que un cas d'injustice flagrante, les tentatives par les fermiers de brimer les droits légitimes à la négociation collective d'une minorité opprimée.

La façon dont Percy décrit la Grève des raisins de 1973 montre bien qu'il n'est pas besoin de recourir à quelque manipulation propagandiste pour défendre les droits des travailleurs du raisin. Voici "Les Raisins de la colère" où la fiction cède place au réel, voici deux travailleurs agricoles assassinés au fusil durant cet été tu-

multueux. Leur martyr a suscité un renouvellement du boycottage national des raisins, du vin, et de la laitue pour opposer, de façon non-violente, aux fermiers. Le seul argument auxquels ils soient sensibles - la force de l'argent. Ce film a pour but de rappeler au public cette situation qui attend encore sa solution."

COMITE D'ACTION
SYNDICALE DES
RELATIONS
INDUSTRIELLES

VOLUME 58

DISPARAIT



POUR LAISSER

PLACE A ...

**La minute
Player's**

Player's
FILTRE

Player's
FILTRE

Player's
FILTRE

Ans: Santé et Bien-être social Canada considère que le danger pour la santé croît avec l'usage - éviter d'inhaler.
Moyenne par cigarette - Format régulier: "goudron" 19 mg, nicotine 1,4 mg.

Le bilan du Colloque

Un Colloque national des étudiants du Québec s'est tenu les 13, 14 et 15 février 1976 à l'Université de Montréal. Cette rencontre a regroupé un certain nombre d'institutions d'enseignement de la Province: Cegep de St-Laurent, Edouard-Montpetit, Université de Sherbrooke, Limoilou, UQTR, Cegep de Sherbrooke, UQAM, Sir George Williams, Gegep Manicouagan-Hte-Rive, Maisonneuve, Dawson, Rosemont, St-Jérôme, Lionel-groulx, Bois-de-Boulogne, Shawinigan, Bourgchemin à Sorel-Tracy et l'U de M. Le comité de Coordination des étudiants des sciences sociales et humaines de l'U de M a convoqué la tenue du Colloque et en a assumé la responsabilité organisationnelle. Des rencontres préparatoires réunissant des étudiants de plusieurs institutions de la région montréalaise ont permis de discuter et d'élaborer les objectifs du Colloque.

Dans un premier temps, les débats ont porté sur la clarification des perspectives d'action pour le mouvement étudiant par rapport à deux questions fondamentales: la rentabilisation du système scolaire et les possibilités de jonction avec le Front Commun. Dans un deuxième temps, vu l'importance et l'urgence de la question du Front Commun, et tenant compte du fait que le mouvement étudiant n'existe pas en dehors des réalités politiques et sociales de toute la société, il était primordial de promouvoir la mobilisation du mouvement étudiant sur une base de solidarité avec les luttes du Front Commun. Il a été convenu que cette mobilisation, dans la perspective d'une jonction solide et efficace avec les travailleurs du Front Commun, constitue la tâche la plus importante à mener à bien pour le mouvement étudiant actuel.

Les participants au Colloque ne considéraient pas cette rencontre comme une réunion décisionnelle engageant une partie ou tout le mouvement étudiant. Toutefois, les résultats des travaux des divers ateliers et de la plénière peuvent servir de base aux actions à entreprendre dans la mesure où les résultats de ce Colloque sont repris par les différentes organisations étudiantes.

I - DEROULEMENT DES JOURNEES

Chaque institution qui avait préparé une intervention concernant la rentabilisation du système scolaire et la jonction avec le Front Commun a présenté son dossier lors de la

séance d'ouverture. D'autres groupes ont contribué à élargir les débats en présentant des documents de travail qui apportaient des perspectives nouvelles, par exemple: les groupes des femmes de l'UQAM et de l'U de M [les Femmes et le travail], des étudiants de Sir George Williams et de Dawson [Les étudiants anglophones et le mouvement étudiant au Québec] et la contribution d'un rapport sur la situation des syndiqués à l'U de M., etc...

Des ateliers ont été ensuite mis sur pied pour discuter de ces dossiers et pour élaborer des perspectives d'action et de regroupement.

Enfin la séance plénière a permis de débattre tous les projets d'action proposés dans les différents ateliers.

II - BILAN DES DISCUSSIONS EN ATELIERS.

1. La situation actuelle.

"Les universités devront rester conformes au modèle industriel classique et éviter dans ces circonstances d'incorporer à la convention collective des mécanismes de partage d'autorité qu'appelle la participation".

Conférence des Recteurs des universités du Québec, tenue à huis clos sous le signe confidentiel à Bishop University, les 29, 30 et 31 juillet 1974.

La centralisation du pouvoir administratif dans les institutions et au plan gouvernemental est un moyen de rentabiliser l'éducation: produire plus en coupant les budgets. La réforme Després, le rapport Nadeau, les coupures de budget sont les manifestations les plus évidentes de ce phénomène.

Cette centralisation des pouvoirs est jointe à un durcissement de plus en plus grand des mesures d'évaluation et des mesures disciplinaires.



Cette centralisation et cette rentabilisation ne peuvent se comprendre que dans le cadre plus vaste de la limitation des dépenses "improductives" du secteur public de l'éducation, des affaires sociales, de la part de l'état et d'un patronat soucieux de préserver l'accumulation des profits en période de crise économique [Loi C-73].

L'une des carences du mouvement étudiant actuel dans la société est sa marginalisation par rapport à ce contexte social et politique dont il dépend directement.

Les problèmes confrontant le mouvement étudiant sont donc de plusieurs ordres:

a) rentabilisation centralisation: empêchant le véritable contrôle de l'éducation par les étudiants, les enseignants, les employés de soutien et les professionnels et augmentant la force de la dépendance entre le marché du travail et le système d'éducation. Ce problème se manifeste de façon spécifique à l'intérieur de chaque institution, notamment au niveau:

- du manque de participation des étudiants
- de la surcharge de travail qui se manifeste surtout dans les techniques et qui empêche les étudiants de participer aux différentes activités parascolaires
- de la mainmise qu'à l'état sur les services aux étudiants [SAE] et qui s'en sert pour faire passer à l'intérieur des activités qu'elle met sur pied, ses idéologies
- du manque de locaux qui existe à l'intérieur de chaque institution
- de la centralisation des pouvoirs par l'administration
- de la participation de certains chefs d'entreprise au CA des institutions.

b) les luttes du Front Commun: qu'on le veuille ou non, les luttes du FC touchent directement les étudiants. Les revendications des travailleurs du FC, qui constituent des revendications justes et progressistes qu'il est nécessaire de soutenir et d'appuyer, concernent de surcroît les étudiants de façon plus directe car elles s'inscrivent dans le cadre de luttes contre la dégradation du contenu et des conditions de travail dans l'enseignement de même que contre l'application des réformes patronales dans l'éducation. Une éventuelle défaite du FC signifierait le renforcement du pouvoir de l'état, non seulement sur le système d'éducation mais sur l'ensemble des travailleurs au Québec. Sans lien avec d'autres groupes sociaux, le mouvement étudiant ne pourra demeurer que marginal.



c) la mobilisation des étudiants: dans chaque institution le problème du militantisme et de l'engagement se pose de façon cruciale. Le fait de regrouper les étudiants en Association, action essentielle, n'a cependant pas permis dans tous les cas de réaliser cette implication et cette mobilisation des étudiants face aux problèmes rencontrés. Par ailleurs, le niveau de politisation des étudiants semble relativement faible, d'où la nécessité, à travers les luttes concrètes et à travers le développement des associations, notamment l'ANEQ, d'élever cette politisation indispensable à la véritable compréhension des enjeux sociaux et politiques qui se posent tant dans le système d'éducation que dans la société.

III - CONCLUSION

Le Colloque a permis, dans le cadre de discussions ouvertes à tous, d'élargir les débats par rapport à deux thèmes de

première importance: la rentabilisation du système et le Front Commun. Non seulement il fallait lancer les débats au niveau des institutions et de leurs délégués officiels mais aussi il s'agissait d'inclure dans ces débats les étudiants et les militants qui luttent dans leur milieu respectif. Le Colloque a été l'occasion de prendre conscience qu'un regroupement de forces militantes au sein de l'ANEQ pouvait jouer un rôle essentiel pour sensibiliser la masse étudiante aux luttes du FC ainsi que pour apporter un appui concret aux travailleurs en lutte.

L'état est passé à l'offensive et il se prépare à faire endosser par les travailleurs les frais et les conséquences de la crise économique. Pour contrer cette offensive généralisée qui se manifeste dans plusieurs secteurs de la société par la

rentabilisation et la répression accrue [hôpitaux, institutions d'enseignement, etc], la grève générale s'impose. C'est actuellement la seule riposte qui permettra d'unir les forces progressistes en vue d'une victoire significative. La perspective d'une coordination des comités de mobilisation aux niveaux régional et national sur une base large et militante est un premier pas vers l'unité de tous les éléments en lutte.

Comité technique de l'organisation du Colloque:

- Comité de coordination des étudiants des sciences sociales et humaines de l'U de M.
- Comité de liaison [AGEUQAM]
- Comité d'information politique [bois de Boulogne]
- Jean-Pierre Daubois [comité de luttes pédagogiques et l'Association étudiante du Cegep St-Laurent]
- The Sociology and Anthropology Students' Union [Concordia University - Campus Sir George Williams].

LE DÉLIT D'OPINION EXISTE-T-IL AU SÉNÉGAL

Le montant de l'aide officielle canadienne dirigée vers les pays de l'Afrique francophone est aujourd'hui près de 25 fois plus élevé qu'il y a dix ans.

De 4 millions de dollars en 1964-65 [1] les décaissements bilatéraux du Canada [y compris l'aide alimentaire bilatérale] en Afrique francophone se sont élevés à 99 millions de dollars ou 22.1% de l'aide canadienne en 1974 - [2].

Sur le plan interne canadien, cette augmentation représente une tentative de répondre aux revendications nationalistes du Québec et dans ce but vient contrebalancer l'orientation traditionnellement dirigée vers les anciennes colonies britanniques.

Mais que savons-nous du pourquoi et des implications de cette aide canadienne?

Que savons-nous, de manière plus générale, des pays récepteurs qui font partie de ce qu'il est convenu [incorrectement] d'appeler "l'Afrique francophone"? De récentes déclarations non diffusées par la presse occidentale - suggèrent que tout ne tourne pas rond dans au moins un de ces pays. Son nom, le Sénégal, surprendra certains pour qui les dirigeants de ce pays sont perçus comme étant des promoteurs de ce véhicule de la culture et de la civilisation, "la francophonie".

Malheureusement cette culture et cette civilisation sont pour plus de troisquart de la population de "l'Afrique francophone" des phénomènes étrangers et imposés qui menacent la survie de la culture, des langues et des traditions africaines.

La pénétration francophone en Afrique s'explique comme au Québec par une conjoncture historique, la colonisation. Mais à la différence majeure du Québec, l'imposition du fait francophone depuis les indépendances politiques au début des années soixante en Afrique, représente un moyen par excellence de perpétuer, de camoufler et ainsi d'essayer de légitimer la continuation de la domination d'intérêts étrangers domiciliés en Europe et de plus en plus en

Amérique du Nord.

C'est en large partie contre cette présence et cette domination étrangère que se sont élevés constamment depuis l'indépendance politique du Sénégal en 1960 différents groupes de citoyens de ce pays.

L'année 1975 n'a pas été une exception à cet égard. Au contraire, elle témoigne d'une absence de liberté d'expression, d'un non-respect des droits civils et d'une répression accrue qui sont des plus alarmantes.

Cette dernière et nouvelle vague de répression a frappé à la fin de décembre 1974 une vingtaine de personnes [professeurs, étudiants, travailleurs] soupçonnées d'avoir participé à la publication et circulation d'un numéro du journal clandestin "Xaré-bi". [la Lutte]

Une vaste opération de police fut montée; des perquisitions illégales effectuées de nuit et sans mandat furent opérées chez tous ceux qui étaient susceptibles d'avoir des relations avec les personnes arrêtées. Bon nombre de ceux arrêtés sont brutalement torturés comme en témoigne les publications: Le Centre de Défense des Libertés Démocratiques au Sénégal, organismes qui a son siège à Paris. Ils devront attendre le premier avril 1975 quand s'est ouvert un nouveau procès politique au Sénégal devant la "Cour de Sûreté de l'Etat"

[juridiction d'exception]. Le procès se solda par onze condamnations à des peines d'emprisonnement allant de quelques mois à 5 ans suite à l'accusation des inculpés, pour avoir essayé de faire valoir un droit démocratique - la liberté d'expression.

Pour comprendre comment une telle parodie de la justice peut survenir, il faut replacer ce dernier procès dans le contexte historique de l'évolution pénible sur le plan politique comme sur le plan syndical du mouvement démocratique au Sénégal. [3]

A. Sur le Plan Politique
En 1948; la scission au sein de la SFIO [Section Française de l'Internationale Ouvrière] qui donne naissance au B.D.S. [Bloc Démocratique Sénégalais], est le point de départ d'une nouvelle distribution de cartes politiques par le colonisateur. Il fallait en effet trouver une organisation fût-elle à un niveau national, qui contrebalancerait l'action du R.D.A. [Rassemblement Démocratique Africain] bien implanté à l'époque en Afrique Occidentale car il défendait le mot d'ordre d'indépendance.

Après différentes tentatives du pouvoir colonial pour endiguer l'influence du R.D.A. on arrive en Avril 1958 à la création de l'Union Progressiste Sénégalaise [U.P.S.]

Curieusement cette même année est organisé par De

Gaulle le référendum pour le OUI à la Communauté Franco-Africaine et pour l'approbation d'un projet constitution.

Ce parti va bloquer systématiquement toute expression démocratique: dès les premiers jours de l'indépendance le gouvernement fait une distinction entre opposition légale et illégale et utilise vis à vis d'elles des méthodes différentes:

1. La corruption et la division contre l'opposition légale.

2. L'emprisonnement, la contrainte à l'exil contre l'opposition "illégal".

1. En ce qui concerne l'opposition légale:

Le parti de la Solidarité Sénégalaise [PSS] en 1962 et le Mouvement Populaire Sénégalais [MPS] en 1964 intégreront l'U.P.S. après que leurs dirigeants furent promus à de hauts postes dans l'Administration.

Pour ce qui est du P.R.A. - SENEGAL il faudra de longues négociations à partir de 1962 aboutissant à une scission. La fraction P.R.A. -RENOVATION rallie l'U.P.S. en février 1964 et l'autre fraction la rejoindra seulement 2 ans après.

Dès sa naissance en 1961 le Bloc des Masses Sénégalaises [BMS] connaît des difficultés.

En octobre 1963 il sera dissout après 2 manoeuvres:

a) Le ralliement de certains dirigeants corrompus à l'U.P.S.

b) Une tentative de négociation qui a buté sur les revendications du B.M.S.: la libération des détenus politiques et le rétablissement des libertés démocratiques.

Le Front National Sénégalais créé en novembre 1963 par les dirigeants du B.M.S. non ralliés sera à son tour dissous.

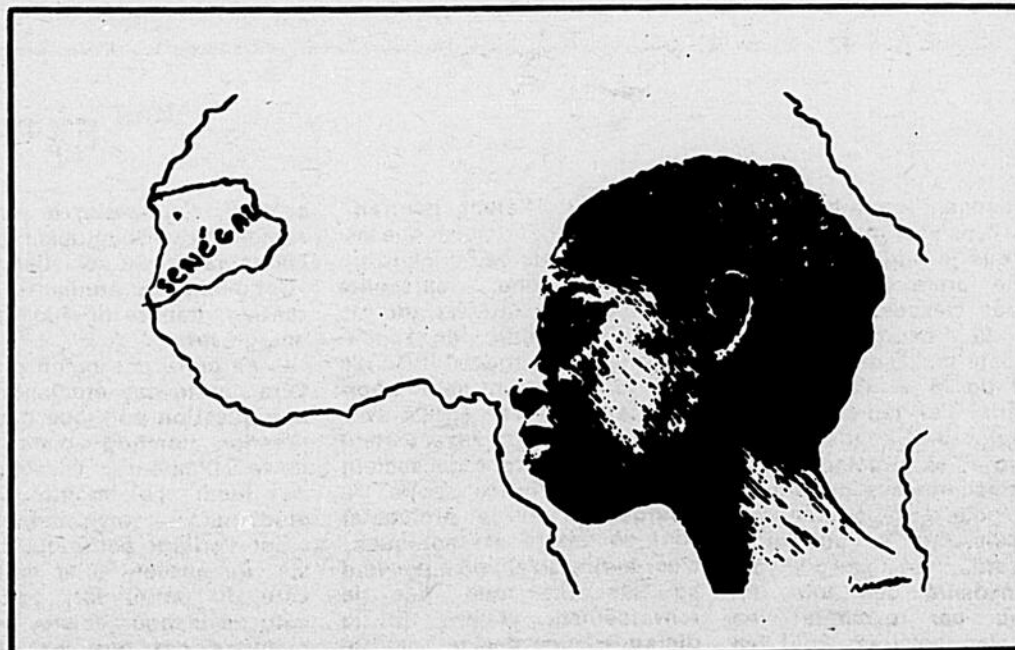
2. En ce qui concerne l'opposition illégale:

Le parti Africain de l'Indépendance P.A.I. [créé en septembre 1957] que le régime de Senghor identifie comme un "parti de la subversion" [parce qu'il se réclame du Marxisme-léninisme] est interdit dès août 1960 pour avoir voulu déjouer la fraude électorale aux élections municipales.

A cette occasion certains militants seront emprisonnés, d'autres condamnés à l'exil.

Ainsi après toutes ces manoeuvres, l'U.P.S. devient le seul parti légal du pays en 1966 [base du ralliement de la dernière fraction du P.R.A.] jusqu'à 1974 date de création du Parti Démocrate Sénégalais [P.D.S.].

Pendant toute cette période l'U.P.S. va accroître son audience auprès des arrivistes en même temps qu'elle baillonne toute expression syndicale et populaire.



[1] L'Agence Canadienne pour le Développement international, Rapport annuel 1972-1973.

[2] Canada. Stratégie de coopération au développement international 1975-1980. [Publication de l'A.C.D.I.], p. 51.

[3] L'Historique qui suit est repris d'un dossier présenté par le Comité Information Sahel [C.I.S.] Paris, le 30-06-75.

Comite Information Sahel.

La semaine prochaine, la répression contre les syndicats.

REPRESSION A L'U. DE M.



Jeudi dernier, des étudiants et des travailleurs de l'UdeM ont formé une ligne de piquetage pour boycotter les cours du soir, dans le cadre de la campagne de harcèlement lancée par les travailleurs pour accélérer leurs négociations.

L'UdeM avait déjà, la semaine dernière, fait briser une ligne de piquetage semblable par la police de Mtl. Cette fois les travailleurs et les étudiants qui s'étaient joints à eux ont eu droit à deux charges successives de "bouncers" "assermentés Phillips pour l'occasion", ainsi qu'aux menaces des troupes de choc de la Police de Montréal casquées et armées de matraques, qu'une quinzaine de voitures de police avaient débarquées pour la circonstance. Les cinq ou six rangées de gens se tenant solidement par le bras, qui formaient la ligne de piquetage, ont attendu la "sommation du quitter les lieux" avant de dégager l'entrée, toujours en rangs serrés et scandant: "A bas la répression patronale et policière." Au moment de la charge des "bouncers" un étudiant et un travailleur ont été blessés.

Face à ces événements, le Comité de soutien à la grève des employés de l'UdeM entend plus que jamais informer et mobiliser les étudiants en soutien à cette grève, à celle du Front Commun POUR LE RETRAIT DE LA LOI TRUDEAU. REUNION LARGE DU COMITE, MARDI, 9 MARS à 15 HRES. LOCAL 6512 [local de Socio].

MEDECINE

Lundi dernier, en assemblée générale, les étudiants en médecine votaient pour la première fois, d'appuyer les employés en cas de grève, de respecter les lignes de piquetage, et que les étudiants progressistes les soutiennent activement. Ils rejetèrent les propositions de demi-mesures: rester neutres, appuyer la grève pendant deux semaines et revoter à nouveau, organiser des cours parallèles, exprimant par là leur volonté d'adopter une position claire, sans hypocrisie.

L'assemblée de lundi nous fait réfléchir sur ce qu'est une grève, pourquoi les étudiants

la soutiennent [ou la brisent]. Dans l'analyse marxiste-léniniste [que je partage] la grève est une forme importante de lutte des classes, de la lutte entre la bourgeoisie [ici représenté par l'administration de l'U de M et l'Etat] et le prolétariat [ici représenté par les employés de soutien]. Dans une grève, le prolétariat lutte pour améliorer ses conditions de vie, pour rattraper ce que la bourgeoisie lui ôte sous forme de profits, et parfois par l'intermédiaire des lois [loi Trudeau par exemple: en gelant les salaires, tout en laissant, à toutes fins pratiques, les prix monter].

"Ici, c'est différent, pourrait-on dire, c'est l'Etat qui donne les salaires". Mais l'Etat dans un système donné, représente toujours les intérêts de la classe dominante, en l'occurrence ici la bourgeoisie. On n'a qu'à voir comment se comporte l'Etat dans ses conflits avec ses employés: exactement comme les patrons du secteur privé. Les luttes entre la bourgeoisie et le prolétariat sont de nature antagoniques, c'est-à-dire qu'elles ne peuvent se résoudre que par le renversement violent de la dictature bourgeoise par le prolétariat, et son remplacement par la dictature de

celui-ci, c'est-à-dire le renversement du capitalisme et l'instauration du socialisme. Comment les étudiants peuvent-ils prendre position dans une grève? Je ne crois pas qu'on puisse faire l'unité des étudiants sur une question politique comme prendre position dans une grève. D'ailleurs, l'assemblée de lundi l'a montré. Les étudiants majoritairement étant d'origine petite-bourgeoise, ils peuvent aller soit du côté du prolétariat, soit du côté de la bourgeoisie. Je ne prétends pas que les étudiants, lundi, soient allés du côté du prolétariat lorsqu'ils

adoptèrent ma proposition. Je ne prétends pas non plus qu'ils partagent majoritairement mon analyse politique de la société. Mais je crois qu'ils ont montré la ferme intention de respecter les droits démocratiques des travailleurs de l'U de M de faire la grève, et ou de la respecter jusqu'au bout. Et cela est déjà une grande victoire, en ces temps où la bourgeoisie tente de limiter ces droits démocratiques de grève, par des lois et à coup d'injonctions.

Alexandra Hobden
2e année Médecine
Nous vaincrons!

EXTRAIT DE LA CENNE

NB: PARMIS LES BOUNCERS, IL Y AVAIT LE FILS D'EDDY CREATCHMAN (PROMOTEUR DE LUTTE BIEN CONNU), ET PARMIS CEUX QUI ETAIENT A L'IMMEUBLE PRINCIPAL, IL Y AVAIT LES FRERES PAUL ET JOS LEDUC ET LEUR GANG....

ANGOLA: CONVOITÉ PAR LES GRANDES PUISSANCES

"Les pays veulent l'indépendance, les nations la libération, les peuples la révolution." L'Angola est le point de mire des forces impérialistes de ce monde, sous le prétexte, d'un soutien à la lutte de libération du peuple angolais, ces superpuissances [Union Soviétique et Etats-Unis] désirent ardemment remplacer le colonialisme portugais. Chaque superpuissance a envoyé de l'argent, du matériel militaire et des mercenaires pour soutenir une guerre civile entre les trois mouvements. Ainsi, l'Union Soviétique soutient le Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola [MPLA], tandis que les américains aident le Front National pour la Libération de l'Angola [FNLA] et l'Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angole [UNITA]. Cette aide soi-disant désintéressée n'a mis que de l'huile sur le feu, elle a saboté l'unité possible entre les trois mouvements, elle a finalement transformé l'Angola en un immense échiquier politique où s'affrontent les superpuissances.

La guerre de libération de l'Angola contre l'armée portugaise commence en 1963. En juillet 1963, l'Organisation de l'Unité Africaine [l'OUA] reconnaît et appuie le FNLA, organisation reconnue et soutenue aussi par les américains. Tandis que le MPLA, créé en 1956, est soutenue par l'Union Soviétique. Jusqu'en 1966, la lutte armée est faible; des militants du FNLA créent l'UNITA, mouvement ancré dans le sud de l'Angola et soutenu par les américains et, plus tard, par l'Afrique du sud. Pendant

cette année, l'OUA reconnaît le MPLA et le FNLA. En 1973, le Conseil Suprême de Libération d'Angola est formé, ce conseil comprend le MPLA et le FNLA. En 1975, l'accord d'Alvor réunit les trois mouvements pour un gouvernement de libération nationale, gouvernement appuyé par l'OUA. Alors, pourquoi la situation a-t-elle dégénéré en Angola? L'Angola est un pays riche en ressources naturelles [diamants, fer, pétrole, céréales, café, etc.], c'est un "petit rubis de l'Afrique". En plus l'Angola est un point stratégique important du continent africain; il permet un contrôle sur les routes maritimes et des bases navales sur l'océan Atlantique. Cela les superpuissances ne l'ignorent pas...

L'Union Soviétique est la superpuissance impérialiste qui a le plus gagné dans cette "bataille d'influence". En effet, elle peut, par le biais du MPLA, établir une zone d'influence en Afrique, contrer ainsi l'impérialisme américain et renforcer ces prétentions d'hégémonie sur le monde. L'aide accordée au MPLA par l'Union Soviétique est-elle une aide désintéressée? Bien sûr que non, c'est une aide aussi désintéressée que l'appui accordé au régime du traître Lon Nol au Cambodge au détriment des forces révolutionnaires Khmers Rouges, que l'aide donnée au régime réactionnaire Indien, que le prêt de \$400 millions au gouvernement militaire du Brésil, etc. Cela plusieurs pays le savent bien, ils ont soutenu à la conférence des pays non-alignés, en septembre 1973, que l'Union Soviétique est un pays impérialiste. Cela

les pays arabes le savent bien aussi, le président Bourguiba de Tunisie a affirmé que "l'Union Soviétique s'installe dans la région..., fournit des armes à divers pays arabes, étend son influence comme au temps des tsars. Elle poursuit la même politique qu'il y a un siècle". [le Monde]. Et les exemples ne manquent pas, pour prouver que cette aide n'est pas désintéressée...

Du côté des américains la situation n'est pas des plus faciles. Avec le recul de l'impérialisme américain et la situation interne difficile, le gouvernement Ford n'a pu faire gober au Sénat et, surtout, au peuple américain une aide plus élevée et une présence un peu plus évidente en Angola. Mais, les Etats-Unis ont quand même fourni 150 millions au FNLA et à l'UNITA, en plus d'envoyer des mercenaires en Angola. Cette "aide mitigée" a permis à l'Union Soviétique de faire beau jeu en Angola. Présentement, il est plutôt à prévoir que les américains utiliseront leur puissance économique, comme au Portugal et au Chili, pour contrer le nouveau gouvernement angolais avec les pays les plus réactionnaires d'Afrique, contrairement, à l'Union Soviétique qui a privilégié la tactique militaire.

Entre deux impérialismes, on n'a pas à choisir le meilleur.. Cela la Chine l'a bien compris, elle qui dénonce l'ingérence des superpuissances dans les affaires internes de l'Angola. La Chine favorise un gouvernement d'unité nationale, elle refuse d'appuyer un mouvement au détriment de l'autre. Au début, la Chine a offert son aide aux

trois mouvements de libération, mais dans les faits, seulement deux mouvements se sont prévalus de cette aide, face à cela, la Chine a retiré son aide aux trois mouvements de libération nationale. C'est pourquoi, nous devons dénoncer l'appui d'un mouvement contre-révolutionnaire du Canada [le "PCC-ML"] qui donne son appui à l'UNITA et qui, objectivement, favorise l'impérialisme américain.

Certains affirment, qu'il faut appuyer le MPLA car c'est un mouvement révolutionnaire, un mouvement marxiste-léniniste. Ceci est faux, Lopo Do Nascimento, premier ministre de l'Angola, a affirmé que "l'Angola sera un bastion angolais avec une orientation progressiste puisque c'est notre combat" [Nouvel Observateur, 7 mars 1976]. Cette orientation progressiste n'est pas définie comme étant prolétarienne, comme étant révolutionnaire, mais cette "orientation progressiste" ne peut être possible que par une politique anti-impérialiste [autant pour l'Union Soviétique que pour les Etats-Unis] Est-ce que le MPLA peut répondre à cette politique anti-impérialiste? Cela n'est pas sûr...

Aujourd'hui, le MPLA domine l'Angola, cette victoire fut facilitée par l'aide soviétique, le millier d'experts soviétiques et les 13,000 militaires cubains. Cette présence étrangère pour remplacer ou aider le peuple dans son combat pour la libération nationale ou pour la révolution socialiste, selon le cas, est un principe faux, cela les Vietnamiens l'ont bien compris, eux, qui ont refusé

la présence de militaires étrangers dans leurs rangs. C'est au peuple, et seulement au peuple, que revient la charge de faire la révolution ou la guerre de libération nationale. Est-ce que la victoire du MPLA est la victoire des experts soviétiques et des 13,000 militaires ou si c'est la victoire du peuple? Ce qui importe, présentement, c'est que le peuple angolais soit conscient des prétentions soviétiques sur leur pays. M. Lopo Do Nascimento, premier ministre de l'Angola, affirme que "l'Angola sera l'un des rares pays africains qui ne sera ni un bastion soviétique, ni un bastion américain", mais il ajoute "Quant aux facilités portuaires militaires ou civiles, cela dépendra d'accords futurs, non seulement avec l'URSS mais avec d'autres pays qui pourraient nous en faire la demande" [Le Nouvel Observateur, 7 mars 1976]... Cela peut nous faire réfléchir, car l'Union Soviétique est, présentement, le danger principal de l'Angola, bien qu'il ne faut pas sous-estimer les Etats-Unis et surtout le danger des pays réactionnaires qui ont une frontière commune avec l'Angola. Dès lors, il faut que les forces progressistes forment un Front Uni contre les deux impérialistes, et plus, particulièrement contre l'impérialisme soviétique et que le MPLA forme un véritable gouvernement progressiste, un gouvernement anti-impérialiste. Seul le peuple angolais peut réussir cette tâche.

Michel Desmarais
Sc. Pol.



La chimie

La semaine-dossier sur la santé présentée à Radio-Québec il y a deux semaines [j'espère que vous n'avez pas raté ça...], nous a présenté des documents de grand intérêt sur un sujet fondamental, ne pouvant laisser personne indifférent.

Si cette série vous a aiguisé l'appétit, tant mieux car nous avons pensé vous servir cette semaine [et dans les semaines à venir] une portion supplémentaire d'information. Au menu pour aujourd'hui, la chimification des aliments, i.e. ces colorants, alcalinisants, émulsifiants, neutralisants, préservatifs et saveurs synthétiques; ils ont beau avoir des noms complexes qui vous déconcertent, cela n'empêche pas l'industrie alimentaire de vous en faire manger quotidiennement. Disposant d'environ 3,000

produits chimiques différents, elle parvient à vous en faire bouffer 2 kilos par an. Quand on sait que ces additions chimiques se calculent souvent en ppm [parties par million], on constate que pour arriver à ces 2 kilos, il doit bien y en avoir dans tout ce qu'on mange!

Et c'est effectivement le cas! Il y en a partout, mais on l'ignore, ou on l'oublie... la liste des ingrédients, qu'on retrouve sur les emballages de certains produits, ne nous aide pas souvent à savoir ce qu'on mange. D'abord les fabricants d'aliments dits "normalisés", tels les produits laitiers, les fruits et légumes, les viandes et poissons, les boissons alcooliques, etc, ne sont pas légalement tenus de livrer la composition de ces



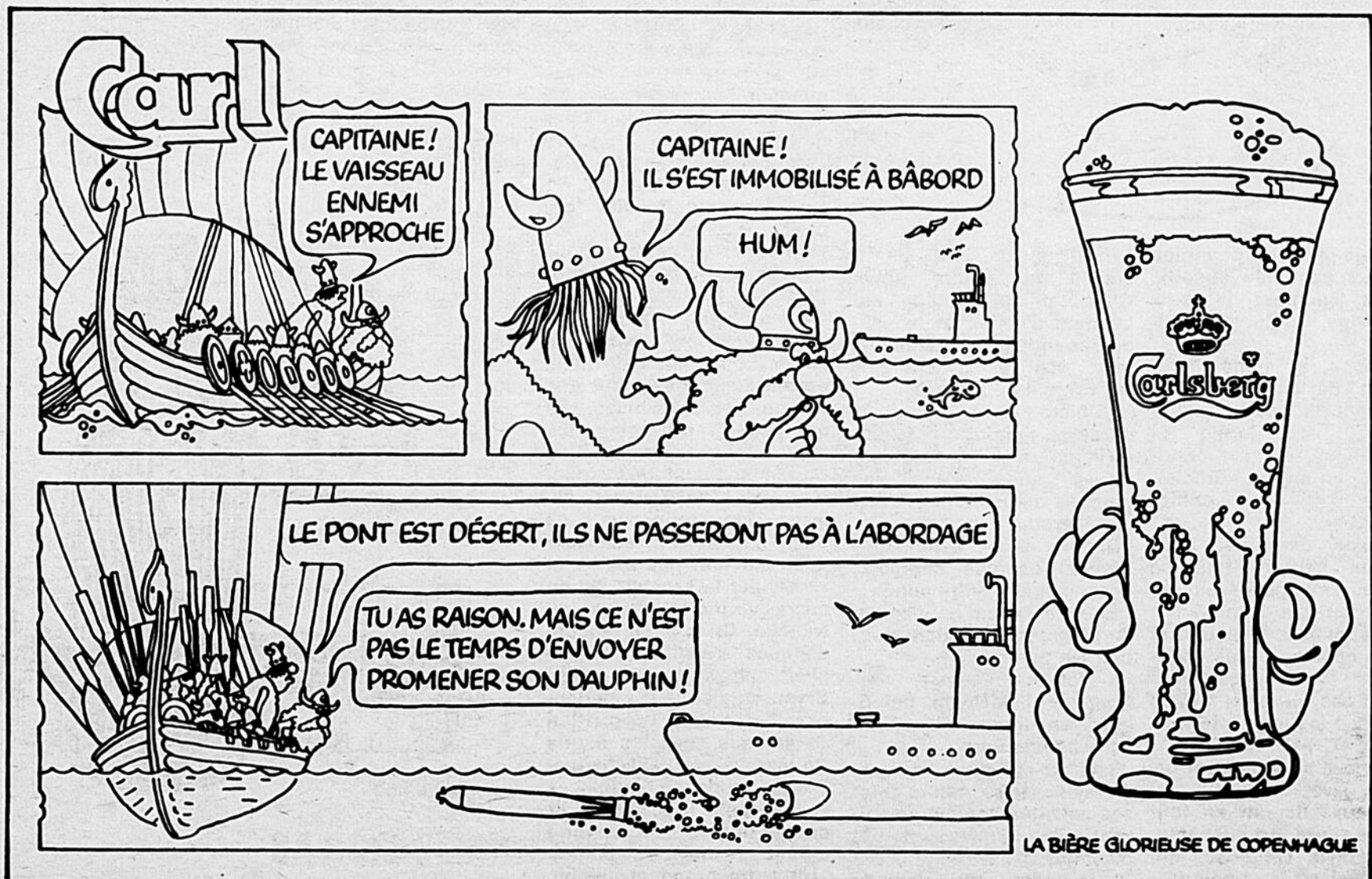
aliments au public. Quant aux autres denrées, leur "curriculum" prend souvent l'allure d'un cours de chimie avancée, et les additifs importants et souvent dangereux ne sont mentionnés que par les termes fort peu précis de "colorants et saveur artificiels ajoutés". Explicite!

QUE MANGEONS-NOUS?

Bien que ces "ingrédients" figurent en dernier sur la liste de l'emballage [ce qui veut dire qu'ils sont les moins abondants parmi les composants du produit - encore heureux] on a l'impression, en fait, de ne manger que cela.

Ainsi, en délaissant "l'encyclopédie de la cuisine canadienne" pour potasser un peu de chimie, nous pouvons vous transmettre notre recette secrète [les

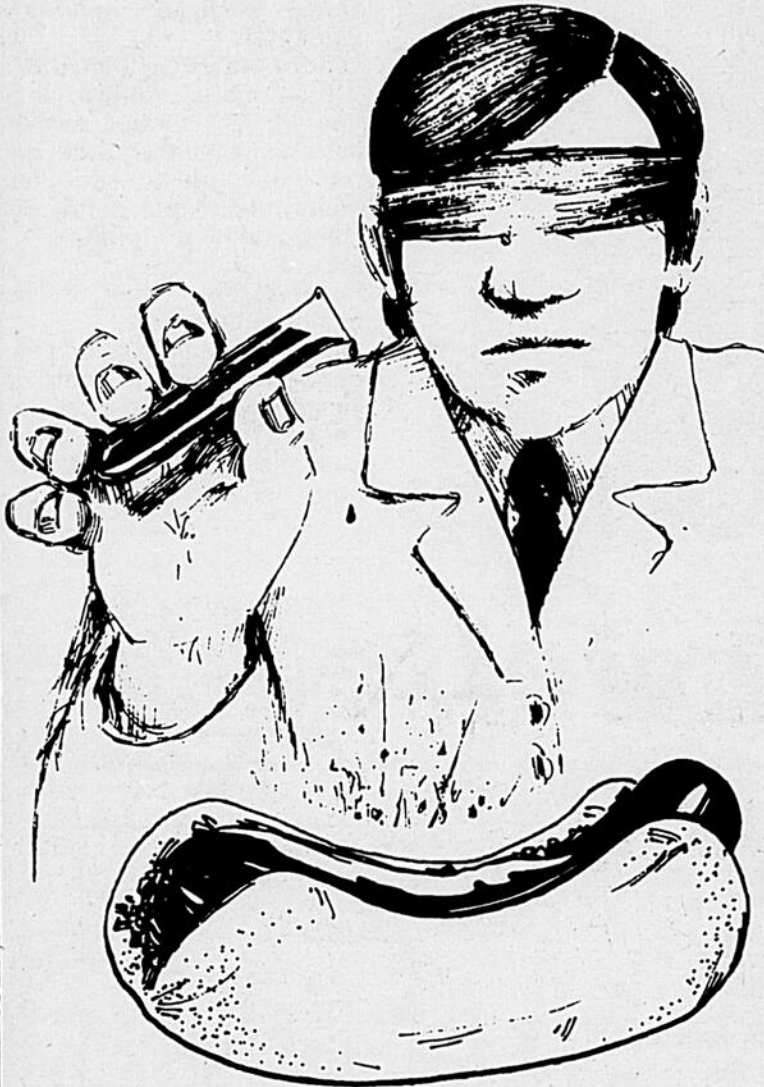
dans votre assiette



Suite de la page 9

compagnies alimentaires la gardent en effet fort bien] jus de légumes [un crayon, un papier et vous notez bien]: de l'acide benzoïque, pour stabiliser le jus et le préserver; du diméthyl polysiloxane, pour empêcher l'écumage durant la préparation; du DDT ou PVB, selon l'eau utilisée pour l'arrosage, ainsi que les résidus du DDT, toujours persistant même si on ne

entre aussi dans la fabrication de cosmétiques et de colles industrielles; -le fromage cottage est conservé par le 8-hydroxyquinoline, se retrouvant dans les contraceptifs et les suppositoires rectals; -les fromages à tartiner, eux, contiennent de l'acide alginique, entrant aussi dans la fabrication d'ivoire artificiel et du celluloid; -pour préserver les fruits et



l'emploi plus; du parathion ou autre pesticide absorbé par les légumes; et de la saccharine, un sucre chimique.

De même, la "crème glacée maison" devient: du carbométhylcellulose, un stabilisateur; des mono et diglycérides, comme émulsifiants] un arôme artificiel, des colorants, des antibiotiques...

Et ainsi de suite, nous pouvons traduire tout ce que nous mangeons en ces termes un peu troublants. Vous commencez peut-être à vous habituer à ces noms bizarres? Votre organisme, en tout cas, ne s'est jamais habitué à les ingurgiter...

NOTRE "CHIMIFICATION".
Mais ces additifs dont on nous gave, sont-ils si dangereux? Ils ont en tout cas une allure fort suspecte. -Le méthyle cellulose, qui sert à épaissir les fromages,

les légumes dont on a enlevé la pelure, Dow Chemicals of Canada Ltd suggère d'employer la soude caustique, qui débouche aussi bien les lavabos que les cabinets d'aisance; -la bière se conserve et garde sa limpidité grâce au PVP [polyninyl-pyrrolidone], utilisé aussi dans les bombes aérosols pour fixer les cheveux.

Quant aux délicieuses saveurs de nos aliments, elles viennent entre autres: -pour l'essence de vanille, du piperonal, excellent pour tuer les puces; -la saveur de noix, elle, vient de l'aldéhyde butyrique, un ingrédient de la colle-caoutchouc; -l'ananas est dû à l'acétate d'éthyle, mieux connu pour ses activités comme dissolvant de laques et de plastiques; -et la cerise, elle, c'est de

l'aldéhyde C-17 [plastiques et caoutchoux synthétiques].

Pour donner un peu plus de "reluisant" aux bonbons, les fabricants ont compris... ils emploient du shellac!!!

...ET CELLE DES BEBES

On commence fort jeune à être nourri et abreuvé de tout cela, car on a maintenant droit à la chimification des bébés. Eh oui, il faut encore incriminer les "petits pots", qui contiennent des nitrates [reste d'engrais employés pour les plantes, et provoquent chez plusieurs bébés des troubles respiratoires [transformations des nitrates en nitrites dans l'organisme du nouveau-né]. Une étude a relevé 115 empoisonnements mortels sur 5,800 naissances. Bien sûr, les troubles passagers [coliques, diarrhées] ne sont pas comptabilisés.

La haute teneur en sel des aliments pour bébés peut aussi être nocive. Selon la National Academy of Science [E.U.], elle provoque de l'hypertension. Or les viandes traitées, pour bébés, contiennent de 5 à 6 fois plus de sel que les viandes non traitées; les légumes traités, de 6 à 60 fois plus; les céréales traitées, jusqu'à 100 fois plus.

LES "CLASSIQUES" DU GENRE

Nous ne pouvons passer par-dessus certains cas désormais célèbres, comme les cyclamates; ils furent mis sur le marché comme substituts du sucre, sans qu'on ait fait de recherches approfondies. Ne connaissant rien sur leurs effets, on les classa inoffensifs [ça, c'est appliquer la loi anglaise à la lettre: "tout individu est présumé innocent etc...].

Après plusieurs années de consommation dans le public, on s'aperçut qu'ils produisaient des cassures sur les chromosomes, ce qui pouvait provoquer des malformations. De plus, les cyclamates sont fort probablement cancérigènes. On les a donc retiré [tout de même], pour les remplacer [bien sûr faut pas perdre la vente] par la saccharine, un sucre artificiel dérivé du toluène. On n'a pas encore d'études détaillées à son sujet, mais le Dr. G.T. Bryan, à la suite d'expériences, a constaté l'apparition de cancers chez les souris traitées à la saccharine. Donc, prudence avec ces succédanés [Sucaryl...] et cessez donc de sucrer votre café [c'est meilleur...].

Un autre grand classique,

c'est le glutamate de monosodium, qui sert à relever la saveur des aliments [en y mettant de l'"Accent"]. Il est probablement cancérigène, et provoque une nécrose des cellules nerveuses du cerveau chez des souris de laboratoire.

DES TESTS? EUH...

Mais, me direz-vous, on fait bien des tests sur ces produits? On ne les lâche pas dans la nature comme ça? Presque...

Pour tester une nouvelle substance, susceptible d'être employée dans l'industrie alimentaire, on fait ingérer par un animal de laboratoire [souvent un rat], 100 fois la dose qui serait normalement consommée par un être humain. Si la petite bête ne meurt pas, la substance acquiert ses lettres de noblesse et sa place sur le marché, alors qu'en fait, tout ce qu'on sait d'elle, c'est qu'elle ne provoque pas dans certaines circonstances expérimentales, la mort violente et instantanée du rat de laboratoire...

Le nombre de sujets employés et de tests faits est trop restreint pour apporter une bonne connaissance du nouvel additif. De plus, on a automatiquement classé [et pour ainsi dire canonisé] comme non préjudiciables à la santé toutes les substances utilisées dans les aliments avant 1964, date de la rédaction de la liste officielle.

On s'en tient à vérifier les substances séparément et à contrôler leur quantité en ppm. On ne cherche pas à savoir ce que peuvent faire plusieurs substances ingérées conjointement. Quels effets peuvent avoir, sur l'organisme humain, 5 ppm de ferrocyanure de sodium, plus 5 ppm de mercure, plus 5 ppm de nitrite, plus 5 ppm de stylbestrol, etc... Un rat ne meurt pas après avoir ingéré cette dose. Et alors?

C'est 3 fois par jour, toute sa vie durant, qu'un être humain se trouve forcé d'ingurgiter, petite dose après petite dose, inexorablement, ces substances chimiques aux effets incon-

nus... On n'a pas encore identifié de catastrophe belle et bien attribuable aux additifs alimentaires. Mais ceux qui en sont morts ne reviendront pas nous le dire... Combien de maladies sont reliées à la chimification des aliments. D'ailleurs, la progression de ce phénomène semble se faire au même rythme que l'augmentation des maladies cardiaques et du cancer. Hasard sans doute...

L'industrie pharmaceutique pourtant mieux surveillée que l'industrie alimentaire, a connu les désastres de la thalidomide. Dans combien de temps constaterons-nous les conséquences de notre "chimification"?

Si "nous sommes ce que nous mangeons", que serons-nous dans 20 ans?

Diane Bélanger



le Jean Bleu

CENTRE D'ACHATS
WILDERTON
2725 VAN HORNE
TEL. 341-6665

ET 10 AUTRES LOCATIONS POUR VOUS SERVIR

VENTE de CARNAVAL

SUPER SPECIAL
LIBERTE
PANTALONS CORDUROY
12⁹⁵
RABAIS
9⁹⁵

*Economisez
maintenant*



SUPER SPECIAL
LEE
CORDUROY
13⁹⁵
RABAIS
5⁹⁵

Profitez-en!

SUPER SPECIAL
JEAN DELAVE
9⁹⁵
RABAIS
8⁹⁵

SUPER SPECIAL
WRANGLER
CORDUROY LARGES
13⁹⁵
RABAIS
6⁹⁵

NOUS PARTICIPONS AU CARNAVAL D'HIVER

Wrangler
h.i.s **HOWICK** **GWG** **Lois** **ROADRUNNER** **Lee**
Landlubber **LIBERTÉ**

SATISFACTION GARANTIE OU ARGENT REMIS

SERVICES CAMPUS

chronique II

Dans le cadre de la chronique d'information sur Services-Campus commencée la semaine dernière, comme convenu, nous toucherons cette semaine les trois secteurs suivants: le Café-Campus, le Centre de Documentation et les Distributrices. Gardant en tête que l'information circule très peu sur le campus en ce qui regarde les différents secteurs de la compagnie, nous espérons que l'article qui suit sera pour vous de quelque intérêt.

LES DISTRIBUTRICES.

Le secteur Distributrices de Services-Campus est sans aucun doute le service le plus important assuré par la compagnie. Opéré par une trentaine de personnes [gérant, opérateurs, employés de cuisine, secrétaires, mécaniciens, livreur et magasiniers], ce secteur à lui seul a un chiffre d'affaire annuel de plus d'un million de dollars. L'extension physique de l'université, à laquelle Services-Campus est liée par contrat, entraîne par voie de conséquence, une augmentation des locations [lieux d'opération], des machines et du personnel. Cette croissance normale de la compagnie s'accompagne évidemment de tous les problèmes qui en découlent mais l'administration de Services-Campus a quand même à notre avis, et ce, quelquefois tant bien que mal, réussi à maintenir la qualité supérieure des produits qu'elle offre depuis ses débuts et son service qui accepte avantageusement la comparaison avec les autres compagnies de "vending", peu importe lesquelles. Au début de l'année, soit en septembre, le secteur des distributrices a dû assurer le service dans un nouvel emplacement situé dans une aile nouvellement aménagée du pavillon Jésus-Marie. La même chose se produira, à la fin de mai probablement, puisque le nouveau pavillon des sports alors terminé recevra lui aussi une nouvelle batterie de machines.

Services-Campus a par ailleurs joué un rôle de premier plan dans la mise sur pied des Services-Collectifs Universitaires à l'UQAM. A cet endroit en effet les étudiants et les travailleurs ont obtenu de l'Université du Québec le droit de posséder et de gérer eux-mêmes leur propre service de distributrices. Ce service est donc passé aux mains des usagers et c'est Services-

Campus, par voie de sous-contrat, qui assure pour l'instant l'opération commerciale de ce nouveau service après avoir prêté à Services-Collectifs le montant nécessaire à l'achat des machines.

C'est d'autre part cette année que se termine le contrat liant Services-Campus et l'U de M en ce qui concerne les machines distributrices. La ristourne payée à l'U de M en 1975 tourne autour de \$70 000, soit comme par les années passées 26% des ventes de café et de liqueurs douces. Cette entente a été dénoncée dernièrement par Services-

compagnie; on y présente aussi des spectacles [rock, blues, jazz, folklore etc...]. Le restaurant lui, est moins connu. Sa situation financière a toujours été précaire et difficile et ce, plus particulièrement encore, cette année. Offrir une bonne qualité de nourriture à des prix avantageux tout en assurant des conditions de travail respectables, voilà qui s'avère difficile, mais pas impossible. Le premier semestre nous a servi à cerner les problèmes du restaurant et, par là même, à envisager certaines solutions. Depuis janvier 1976, le

cède le local qu'il occupe. Toutes ces négociations laissent prévoir un projet complet de réaménagement du Café Campus, projet mené actuellement avec l'aide des étudiants en maîtrise de la faculté d'Aménagement. En juin 1976 donc, le Café Campus, complètement "renippé" et équipé d'une terrasse et d'un petit frère [café tranquille] devrait ouvrir ses portes neuves à une clientèle plus vaste et plus diversifiée.

Enfin, notons l'achat d'équipement de son pour les spectacles, équipement qui a grandement amélioré la qualité

Conseil des universités, etc... En plus de ces sources "officielles", le centre dispose de plusieurs outils de référence facilitant l'analyse et la compréhension des rôles de l'école capitaliste, comme agent de reproduction des classes sociales et de transmission de l'idéologie dominante. Enfin, les archives de l'AGEUM ainsi que des dossiers constitués au cours des dernières années permettent de revivre l'histoire du mouvement étudiant au Québec, notamment à travers ses luttes.

D'autre part, le mouvement ouvrier québécois et les luttes de libération nationale représentent également des questions ayant retenu l'attention des responsables dans le passé. Dans ces domaines, les intéressés retrouveront les manifestes des centrales, les rapports moraux adoptés lors des congrès biennaux, des publications provenant de différentes instances du milieu syndical ainsi que des dossiers de presse sur certaines luttes anti-impérialistes.

Si, jusqu'à aujourd'hui, le centre a servi principalement à fournir de la matière rédactionnelle pour l'équipe du journal, son avenir repose - selon une récente décision du C.A. - sur la possibilité de le rendre davantage accessible à l'ensemble des étudiants. L'enjeu est simple: Services-Campus continuera à subventionner le centre dans la mesure où il deviendra un véritable "service" au bénéfice des membres de la coopérative... A cet effet, des démarches ont été entreprises afin de le transférer au pavillon des Sciences sociales. Nous vous tiendrons éventuellement informés du développement de ces pourparlers.

D'ici là, tous les éléments progressistes, intéressés par les sujets présentés antérieurement, peuvent les consulter aux heures suivantes:

lundi, mardi, jeudi: 1h. à 5h.
vendredi: 9h. à 5h.

Il va sans dire enfin, que toutes vos critiques seront les bienvenues.

Pierre Tourangeau
François Maunier
et Raymond Joly
pour Services-Campus.

La semaine prochaine: les relations de travail, l'administration et les nouveaux projets.



Campus et les négociations formelles entre les deux parties seront entreprises sous peu. Pour des raisons strictement stratégiques, nous ne nous attarderons pas plus longtemps sur ce point. Qu'il suffise simplement de savoir que Services-Campus proposera aux autorités de l'université de réduire fortement cette ristourne et que son attitude sera ferme. Il est important pour la consolidation de Services-Campus que ses énergies ne soient pas continuellement utilisées à trouver des solutions miracles à ses problèmes financiers.

LE CAFE-CAMPUS.

Le Café-Campus, situé au coin des rues Decelles et Reine-Marie, offre deux services différents: la discothèque et le restaurant. La discothèque est sûrement le service le plus populaire offert par la

restaurant semble être en meilleure position et déjà des changements notables ont pu être remarqués par la clientèle régulière: un nouveau menu par exemple, dont la composition a été établie après étude des goûts de la clientèle et vérification de nos possibilités de production au niveau de la cuisine.

Depuis septembre, un contrat a été signé avec le propriétaire visant l'installation d'un nouveau système de ventilation [il sera installé d'ici un mois] et ce, après une bataille juridique de plus de trois ans. Par la même occasion, nous avons obtenu de Niagara Falls Estate [représentant le propriétaire] le droit à l'installation d'une terrasse. D'autre part, d'autres négociations se mènent à l'heure actuelle en vue d'obtenir du propriétaire de la librairie Decelles qu'il nous

du son; la discothèque elle, a hérité de nouvelles tables tournantes dites professionnelles et d'enregistreuses qui permettront la diffusion durant l'après-midi d'une musique différente de celle de CHOM ou de CKVL-FM.

LE CENTRE DE DOCUMENTATION

Aménagé au sixième étage du centre communautaire [salles C-6511 et 6512] au cours de l'été 1973, le centre de documentation ouvrit ses portes avec le début des activités académiques de la même année.

Le centre a pour fonction essentielle de rassembler toutes les publications ayant trait à l'éducation. Dans cette perspective, les usagers ont accès à des documents émanant du Ministère de l'Éducation, de la Fédération des CEGEP, de la CECM, du